

Santé Protection Animale et Protection de l'Environnement
1, place Emile Blouin
31952 TOULOUSE Cedex 9

Toulouse, le 28/05/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/05/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

AFRICAN SAFARI

41, avenue des Landes
31830 Plaisance-du-Touch

Références : LL/2025-02131

Code AIOT : 0053100294

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/05/2025 dans l'établissement AFRICAN SAFARI implanté 41, avenue des Landes 31830 Plaisance-du-Touch. L'inspection a été annoncée le 05/03/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection est réalisée dans le cadre du Plan Pluriannuel de Contrôles des ICPE qui fixe une périodicité de visite pour ce site de 3 ans.

L'inspection a pour objet de vérifier par sondage la situation de l'installation au regard de la réglementation « ICPE ».

En application des articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement, l'objet du présent rapport est d'informer la préfecture des constats relevés et de proposer les suites à donner à cette inspection.

Une copie du rapport doit par ailleurs être transmise à l'exploitant qui peut faire part de ses observations à l'autorité administrative dans un délai de 15 jours à compter de la réception du rapport.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- AFRICAN SAFARI
- 41, avenue des Landes 31830 Plaisance-du-Touch
- Code AIOT : 0053100294
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société African Safari exploite à Plaisance du Touch une installation de présentation au public d'animaux d'espèces non domestiques, soumise à autorisation environnementale pour la rubrique 2140.

Au titre des ICPE, elle a été autorisée par arrêté préfectoral du n°95 du 5/08/2009.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
5	Prévention des accidents	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 7	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
6	Prévention des accidents	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 8	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
7	Prévention des accidents	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 9	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
15	Surveillance sanitaires des animaux	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 52	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
16	Dangers	Arrêté Préfectoral du 05/08/2009, article 15-1	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative	Code de l'environnement du 08/01/2020, article L 181-14	Sans objet
2	Organisation générale des établissements	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 2	Sans objet
3	Organisation générale des établissements	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 3	Sans objet
4	Prévention des accidents	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 6	Sans objet
8	Conduite d'élevage des animaux	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 14	Sans objet
9	Conduite d'élevage des animaux	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 23	Sans objet
10	Conduite d'élevage des animaux	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 24	Sans objet
11	Conduite d'élevage des	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 25	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	animaux		
12	Installations d'hébergement et de présentation au public des animaux	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 31	Sans objet
13	Installations d'hébergement et de présentation au public des animaux	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 34	Sans objet
14	Installations d'hébergement et de présentation au public des animaux	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 36	Sans objet
17	Dangers	Arrêté Préfectoral du 05/08/2009, article 15-2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'Inspection a constaté quelques manquements en matière de mise en sécurité des installations électriques, de tenue du registre morsures et griffures.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 08/01/2020, article L 181-14
Thème(s) : Situation administrative, Modifications substantielles
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Toute modification substantielle des activités, installations, ouvrages ou travaux qui relèvent de l'autorisation environnementale est soumise à la délivrance d'une nouvelle autorisation, qu'elle intervienne avant la réalisation du projet ou lors de sa mise en œuvre ou de son exploitation.</p> <p>En dehors des modifications substantielles, toute modification notable intervenant dans les mêmes circonstances est portée à la connaissance de l'autorité administrative compétente pour délivrer l'autorisation environnementale dans les conditions définies par le décret prévu à l'article L. 181-32.</p> <p>L'autorité administrative compétente peut imposer toute prescription complémentaire nécessaire au respect des dispositions des articles L. 181-3 et L. 181-4 à l'occasion de ces modifications, mais aussi à tout moment s'il apparaît que le respect de ces dispositions n'est pas assuré par l'exécution des prescriptions préalablement édictées.</p>
<p>Constats :</p> <p>African Safari relève du régime autorisé A (autorisation) pour la rubrique 2140.</p>

<p>Au cours des dernières années, l'exploitant a notifié les modifications suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Juin 2016: modification de l'installation consistant au réaménagement de certains enclos dans la partie « parc à pied » et suppression d'espèces de la liste figurant en annexe de l'arrêté d'autorisation du 05/08/2009 et en l'ajout d'autres espèces. - Porter à connaissance du 12/09/2017 relatif au plan d'épandage - Porter à connaissance du 15/11/2017 et 07/06/2018 : organisation à partir de fin 2018 des visites «soigneur d'un jour» destinées soit aux associations, soit aux détenteurs d'une entrée VIP Pass. - Porter à connaissance du 14/06/2019 : demande extension de l'autorisation pour accueil de Sturnidae - Porter à connaissance du 24/02/2021 : demande extension de l'autorisation pour accueil de Mustelidae (Loutre naine), Viverridae (Binturong) et mise en place de "rencontres privilégiées". - Porter à connaissance du 12/07/2022 : demande extension de l'autorisation pour accueil de Pitheciidae (Sakis à face blanche) et la mise en place de "soigneur d'un soir". <p>L'exploitant informe l'Inspection de son projet à court terme de réaménagement du parc notamment la zone Madagascar sans extension du parc fin 2025. Ce projet sera présenté dans un porter à connaissance afin de permettre à l'inspection de statuer sur la substantialité des modifications projetées.</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
--

N° 2 : Organisation générale des établissements

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 2
Thème(s) : Situation administrative, Délimitation enceinte extérieure
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les limites des établissements sont matérialisées par une enceinte extérieure, différente des enclos, faisant obstacle au passage des personnes et des animaux et dont les caractéristiques doivent permettre de prévenir les perturbations causées aux animaux par des personnes se trouvant à l'extérieur de l'établissement et garantir la sécurité des personnes.</p> <p>Toutefois l'enceinte extérieure peut ne pas être différente de celles des enclos, notamment dans le cas des enclos d'une surface supérieure à deux hectares, si ses caractéristiques lui permettent de prévenir les évasions des animaux hébergés, les pénétrations non contrôlées de personnes ou d'animaux étrangers à l'établissement, les perturbations des animaux du fait de personnes se trouvant à l'extérieur de l'établissement et qu'elles garantissent la sécurité des personnes.</p> <p>La hauteur de cette enceinte est au minimum de 1,80 mètre.</p> <p>Constats :</p> <p>La clôture extérieure du site mesure environ 2.20 m et est dotée d'un dispositif de surveillance (détection de mouvements et photos flash).</p> <p>La clôture extérieure dispose d'un système anti évasion électrifié.</p> <p>Des tests électriques (non vérifiés le jour du contrôle) sont effectués quotidiennement afin de vérifier des éventuelles baisses d'intensité lié à des contacts causés par des branches ou une végétation importante. Auquel cas des opérations de débroussailllements/ élagages sont réalisées.</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Organisation générale des établissements

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 3
Thème(s) : Situation administrative, Personnel (effectif, formation, missions)

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'effectif du personnel des établissements est en permanence suffisant pour permettre la mise en œuvre des dispositions du présent arrêté.</p> <p>Le personnel doit disposer d'une formation ou d'une expérience suffisantes à la mise en œuvre des tâches qui lui sont confiées.</p> <p>Les missions, le niveau de responsabilité de chacun des personnels impliqués dans la mise en œuvre du présent arrêté ainsi que leurs relations fonctionnelles et hiérarchiques respectives sont précisément définis par les responsables des établissements.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'établissement dispose d'un effectif global suffisant pour assurer la mise en œuvre des dispositions réglementaires, notamment grâce à la présence de 16 agents animaliers et d'un vétérinaire à temps plein.</p> <p>Le personnel technique comprend 4 agents à temps plein et 1 à temps partiel, permettant le bon fonctionnement des infrastructures.</p> <p>Un organigramme permet d'identifier les missions, les niveaux de responsabilité ainsi que les relations hiérarchiques et fonctionnelles de l'ensemble des personnels (zoologique, technique et administratif).</p> <p>En revanche, les qualifications (formations initiales, formations continues, expériences professionnelles) des agents animaliers n'ont pas été vérifiées lors de l'inspection.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Prévention des accidents

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 6</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Sécurité</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, la construction et l'exploitation de l'établissement pour prévenir et réduire les risques d'accidents.</p> <p>Pour les établissements relevant de la rubrique 2140 de la nomenclature des installations classées, l'étude d'impact et l'étude des dangers prévues à l'article R.512-6 du code de l'environnement doivent inclure une analyse portant sur les risques pour la sécurité et la santé des personnes (personnels et visiteurs) du fait, notamment, des animaux d'espèces considérées comme dangereuses et des activités qui s'y rapportent.</p>
<p>Constats :</p> <p>Aucun élément de non-conformité n'a été relevé concernant la conception et la construction des installations au regard des obligations de prévention et de réduction des risques d'accident.</p> <p>L'inspection n'a toutefois pas pu consulter la dernière version de l'étude des dangers.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Prévention des accidents

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 7</p>
<p>Thème(s) : Situation administrative, Plan de secours</p>

Prescription contrôlée :

L'exploitant établit un plan de secours dont les caractéristiques figurent en annexe 1 au présent arrêté. Les établissements sont tenus de prévoir la présence permanente d'au moins un membre de leur personnel ayant reçu une formation de secouriste.

Ils doivent disposer d'un local installé en poste de secours équipé de façon à pouvoir dispenser les premiers soins. Un réseau de communication intérieur est mis en place et relié en permanence au personnel chargé de la sécurité.

Annexe 1.3

Le plan de secours comporte l'indication des risques pour lesquels il est établi. Il est élaboré sur la base de scénarii.

Le plan de secours fixe de façon précise, pour chaque scénario répertorié :

- les moyens et les procédures à mettre en œuvre ainsi que les missions et responsabilités des personnes travaillant dans l'établissement ;
- les consignes à suivre pour les personnels qui seraient impliqués dans ces situations ou qui auraient à les subir ;
- les issues devant être empruntées pour quitter l'établissement ;
- les conditions d'alerte des services médicaux ou de secours ou de toute autre personne extérieure dont le concours est nécessaire. Ces services ou personnes doivent être au préalable informés des conditions dans lesquelles ils auront à intervenir. Ils doivent être notamment informés des types de blessures pouvant survenir, des espèces animales impliquées et des circonstances possibles de leur apparition.

Le plan de secours doit être porté à la connaissance du personnel de l'établissement. Il est communiqué au maire et au préfet.

Constats :**Constats du contrôle du 06/05/2025:**

Le plan de secours de l'établissement recense six scénarii de risques : fuite d'animaux, accidents corporels impliquant les visiteurs ou le personnel, incendie, événements climatiques majeurs et explosions.

Pour chacun de ces scénarios, des procédures spécifiques ont été définies, incluant les moyens mobilisables, les missions et responsabilités des personnes en charge ainsi que les consignes à appliquer par le personnel. L'organisation des interventions est clairement structurée afin de garantir une réponse rapide et coordonnée.

Cependant, certains risques technologiques ne sont pas suffisamment identifiés ou pris en compte dans le plan, notamment les pannes d'électricité susceptibles d'affecter les dispositifs de sécurité (clôtures électriques, serrures automatiques, systèmes de vidéosurveillance) ainsi que les systèmes de chauffage ou de climatisation nécessaires au bien-être de certaines espèces.

L'exploitant a présenté la preuve de transmission de la version modifiée du 13/09/2021 du plan de secours au Maire de la commune de Plaisance du Touch. La dernière version présentée à l'Inspection est datée d'août 2022.

Le poste de secours est situé au niveau de l'accueil du public et est doté d'un brancard, d'un défibrillateur et d'une trousse de 1er secours. Un réseau de communication interne comprenant téléphone, talkie-walkie et téléphones de secours est en permanence relié au personnel chargé de la sécurité.

Le parc compte neuf secouristes, ce qui permet d'assurer en permanence la présence d'au moins un personnel formé aux premiers secours durant les heures d'ouverture au public. Le personnel bénéficie d'une formation initiale aux gestes de premiers secours, complétée par des sessions ré-

gulières de recyclage. Un tableau de synthèse des formations suivies a été présenté lors de l'inspection, et les attestations correspondantes sont disponibles sur site.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant : <ul style="list-style-type: none"> de transmettre la dernière version modifiée du plan de secours (version août 2022) au maire de la commune d'intégrer les risques de panne électrique dans le plan de secours
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 6 : Prévention des accidents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 8
Thème(s) : Risques accidentels, Sécurité du public
Prescription contrôlée : Dans les conditions normales de visite, le public est tenu à distance suffisante de tout lieu et de toute activité pouvant présenter un risque pour sa santé et sa sécurité. Dans les lieux où le public a accès et où existeraient des risques pour sa sécurité en raison du non-respect des règles, des consignes de sécurité sont présentées de façon claire, compréhensive et répétitive. Sauf lors de visites accompagnées organisées par les responsables des établissements, la pénétration du public est interdite dans les bâtiments, locaux et allées de service, les lieux où sont stockés le matériel, la nourriture, les déchets et les déjections animales.
Constats : Présence d'un puits situé sur le parcours à pied au niveau de la zone des Coatis doté d'un système de protection anti-chute (grillage) à environ 80 - 100 cm en dessous de rebord. Aucune signalisation de danger (panneau/écriteau) permet d'écarter tout risque de chute (enfants...) L'exploitant explique qu'il est prévu à terme un dôme qui permettra de recouvrir intégralement la partie aérienne du puits.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant de transmettre la preuve de la signalisation de danger d'ici la couverture totale du puits.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 7 : Prévention des accidents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 9
Thème(s) : Situation administrative, Sécurité et santé des personnes
Prescription contrôlée : L'exploitant tient informé le préfet du département des accidents et des situations impliquant des animaux portant ou susceptibles de porter préjudice à la sécurité ou à la santé des personnes, telles les blessures infligées aux personnes ou les évactions d'animaux.
Constats : - Présentation d'un registre "évactions" : notification évacuation d'un binturong le 16/06/2023 (ayant entraîné des modifications anti-évactions au niveau des arbres de l'enclos) et évacuation d'un panda

<p>roux le 29/12/2024.</p> <p>- Registre "Morsures / griffures" : Les incidents impliquant des morsures ou griffures sur des personnes sont dûment enregistrés dans le registre dédié, avec mention, le cas échéant, d'un examen médical (notification des 3 incidents : 20/12/2021 (Coati), 19/12/2023 (lionceau) et 29/08/2023 (ara); les 2 premiers cas ont conduit à l'examen médical des personnes blessées.</p> <p>Toutefois, il a été relevé que le registre ne précise pas clairement si les personnes concernées sont des membres du personnel ou des visiteurs. Cette absence de distinction ne permet pas une bonne compréhension des circonstances des incidents et l'analyse des risques associés.</p> <p>Par ailleurs, les 2 derniers incidents (morsures) n'ont pas fait l'objet de signalement à l'Inspection.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Une mise à jour du registre des incidents : Intégrer systématiquement une rubrique précisant le statut de la personne concernée (personnel, visiteur, intervenant externe, etc.) pour chaque incident enregistré. • La mise en place d'une procédure de suivi : Définir une procédure claire de déclaration et de suivi des incidents, incluant l'identification des personnes impliquées et les mesures prises. • Informer l'Inspection systématiquement des accidents et des situations impliquant des animaux portant ou susceptibles de porter préjudice à la sécurité ou à la santé des personnes • Contrôle périodique : Prévoir une vérification périodique de la conformité du registre, notamment sur la complétude des informations requises.
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 8 : Conduite d'élevage des animaux

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 14</p>
<p>Thème(s) : Élevage, Animaux nouvellement arrivés</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les animaux nouvellement arrivés doivent pouvoir s'adapter progressivement à leur nouvel environnement sans compromettre ni leur bien-être ni la sécurité des personnes ou des autres animaux.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant met en œuvre une acclimatation selon les espèces dans des enclos d'accueil.</p> <p>Les psittacidés sont systématiquement mis en quarantaine.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 9 : Conduite d'élevage des animaux

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 23</p>
<p>Thème(s) : Élevage, Nourrissage</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La distribution de nourriture par les visiteurs est interdite, à l'exception des distributions organisées et contrôlées par les responsables de l'établissement.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'interdiction de nourrissage par le public est affichée; cette pratique n'est autorisée que dans le cadre de "Soigneur d'un jour".</p>

Type de suites proposées : Sans suite
--

N° 10 : Conduite d'élevage des animaux
Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 24
Thème(s) : Élevage, Condition d'interventions du personnel
Prescription contrôlée : Des procédures écrites fixent les conditions d'intervention du personnel participant à l'entretien des animaux d'espèces considérées comme dangereuses.
Constats : Le règlement de service, mis à jour en avril 2019, est présent et conforme aux exigences réglementaires. Il encadre les conditions de réalisation des manœuvres dangereuses (transferts, soins vétérinaires, anesthésies, manipulations par secteurs (primates, fauves, secteur safari, secteur éléphants, hippopotames, girafes, antilopes, médical training). Pour chaque type de manœuvre, le règlement précise le type d'intervenant autorisé, les consignes de sécurité à respecter, l'équipement et le matériel requis et les conditions exhaustives d'application de chaque procédure. Cette organisation permet un encadrement clair des pratiques à risque et d'assurer la sécurité du personnel et le bien-être animal
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Conduite d'élevage des animaux
Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 25
Thème(s) : Élevage, Condition d'intervention : matériels de capture, contention et d'abattage
Prescription contrôlée : Le personnel habilité à cet effet doit avoir rapidement à sa disposition les matériels de capture, de contention et d'abattage appropriés à chaque espèce ainsi que les matériels de protection nécessaires, tels vêtements, gants, bottes, lunettes et masques. En cas de danger, l'abattage d'un animal ne peut être effectué que s'il est de nature à éviter une blessure ou à sauver une vie humaine. Cette mesure ne doit être prise que lorsque tous les autres moyens pour repousser ou capturer l'animal sont ou se révèlent inopérants.
Constats : La structure dispose des équipements requis pour la capture, la contention, et l'abattage des animaux, ainsi que des équipements de protection individuelle pour le personnel.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Installations d'hébergement et de présentation au public des animaux
Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 31
Thème(s) : Élevage, Prévention des fuites des animaux
Prescription contrôlée : Les animaux ne doivent pas pouvoir franchir l'enceinte de leur enclos. Les dimensions et les caractéristiques des dispositifs et des aménagements destinés à prévenir la fuite des animaux sont en rapport avec les aptitudes de l'espèce et avec les possibilités d'expression de ces aptitudes à l'intérieur de l'enclos. Les clôtures sont munies de retours vers l'enclos lorsqu'elles ne permettent pas à elles seules de s'opposer aux diverses tentatives de franchissement des animaux. Ces retours possèdent une inclinaison et une dimension adaptées.

<p>Aucun élément de la conception des enclos, aucun de leurs aménagements ne doit réduire l'efficacité de l'enceinte.</p> <p>S'ils sont susceptibles de favoriser la fuite des animaux, les arbres sont régulièrement taillés.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le contrôle du 6 mai 2025 a été réalisé par sondage, ciblant notamment les enclos des coatis, des pandas roux et des capucins. Il a été constaté que les clôtures sont correctement dimensionnées et de nature à prévenir efficacement tout risque de franchissement par les animaux.</p> <p>Les aménagements intérieurs (structures d'enrichissement, plateformes, troncs, abris) sont judicieusement positionnés et n'entravent pas l'efficacité des enceintes de confinement.</p> <p>Aucun défaut structurel, ni aucune usure susceptible de compromettre l'étanchéité physique des enclos n'a été relevé lors de l'inspection.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 13 : Installations d'hébergement et de présentation au public des animaux

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 34</p>
<p>Thème(s) : Élevage, Prévention des fuites des animaux</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les portes des enclos et des cages et leur utilisation s'opposent de manière permanente à la fuite des animaux. Les animaux ne doivent pas pouvoir les ouvrir, les détériorer ou réduire leur efficacité. Elles ne doivent pouvoir être ouvertes que par des personnes autorisées.</p> <p>Les portes des enclos et des cages s'ouvrant du côté du public sont en permanence verrouillées.</p> <p>La disposition des portes, trappes et coulisses des cages et des enclos permet de contrôler la situation des animaux avant que ne soient ouvertes les portes permettant au personnel d'accéder dans ces lieux.</p> <p>Les commandes des portes et des trappes sont mises en place et utilisées de façon à permettre à l'utilisateur de connaître le résultat de la manœuvre d'ouverture ou de fermeture qu'il réalise.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les portes des enclos des animaux dangereux (faux, éléphants) sont équipées d'un voyant lumineux (témoins de fermeture) aux fins de sécurité des soigneurs.</p> <p>Le fonctionnement de ces dispositifs n'a pas été vérifié lors du contrôle.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 14 : Installations d'hébergement et de présentation au public des animaux

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 36</p>
<p>Thème(s) : Élevage, Sécurité du public</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le contact entre le public et les animaux présents dans leur enclos n'est possible qu'après qu'a été examiné et écarté tout risque pour la sécurité et la santé des personnes. À défaut, afin d'empêcher les contacts entre le public et les animaux, un espace de sécurité doit séparer les lieux où le public a accès des enceintes où sont hébergés les animaux, sauf si un dispositif continu de séparation prévient en permanence tout contact entre le public et les animaux.</p> <p>La dimension de cet espace tient compte de la nature des risques à prévenir pour la sécurité et la santé des personnes ainsi que des aptitudes des espèces.</p> <p>Dans des conditions normales de visite, la mise en place de barrières ou de tout autre moyen empêche le franchissement de cet espace par le public. L'efficacité des dispositifs utilisés à cette fin doit être proportionnelle au niveau de dangerosité des animaux.</p>
<p>Constats :</p> <p>Aucun élément de non-conformité n'a été relevé au regard des exigences de l'article 36 pour les</p>

installations visitées. Les dispositifs de séparation entre le public et les animaux observés apparaissent adaptés, fonctionnels et proportionnés aux risques identifiés. Il est précisé que l'inspection n'a pas porté sur l'ensemble des enclos du parc.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 15 : Surveillance sanitaire des animaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 52
Thème(s) : Situation administrative, Morsures, griffures et blessures
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les morsures, griffures ou autres blessures infligées aux personnes doivent immédiatement être signalées aux services médicaux compétents.</p> <p>« Les animaux ayant causé les blessures font l'objet d'une mise sous surveillance conformément à l'arrêté du 21 avril 1997 relatif à la mise sous surveillance des animaux mordeurs ou griffeurs. Les responsables des établissements tiennent à disposition des services médicaux concernés les informations issues de cette surveillance. »</p> <p>L'ensemble de ces informations sont consignées dans un registre.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les incidents impliquant des morsures ou griffures sur des personnes sont dûment enregistrés dans le registre dédié, avec mention, le cas échéant, d'un examen médical.</p> <p>Toutefois, il a été relevé que le registre ne précise pas clairement si les personnes concernées sont des membres du personnel ou des visiteurs. Cette absence de distinction ne permet pas une bonne compréhension des circonstances des incidents et l'analyse des risques associés.</p> <p>Aucun événement sanitaire particulier n'a été signalé concernant les animaux.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Une mise à jour du registre des incidents : Intégrer systématiquement une rubrique précisant le statut de la personne concernée (personnel, visiteur, intervenant externe, etc.) pour chaque incident enregistré. • Le mise en place d'une procédure de suivi : Définir une procédure claire de déclaration et de suivi des incidents, incluant l'identification des personnes impliquées et les mesures prises. • Une sensibilisation du personnel : Informer les équipes de la nécessité de renseigner cette information de manière systématique afin d'assurer une traçabilité conforme et utile à la gestion des risques. • Une justification du suivi ou non de l'état sanitaire de l'animal mordeur ou griffeur • Contrôle périodique : Prévoir une vérification périodique de la conformité du registre, notamment sur la complétude des informations requises.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 16 : Dangers

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/08/2009, article 15-1
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations électriques sont conformes à la norme C15000 relative aux locaux humides et</p>

maintenus en bon état; elles sont contrôlées annuellement par un technicien compétent qui établit un rapport mentionnant les conformités et les non-conformités.
<p>Constats :</p> <p>Le parc zoologique est soumis à une obligation de maintien des installations électriques en bon état de fonctionnement, avec contrôle annuel par un organisme qualifié, lequel doit établir un rapport mentionnant les conformités et non-conformités constatées.</p> <p>Le contrôle annuel des installations électriques, réalisé par l'APAVE du 28 au 30 janvier 2025, conclut à :</p> <ul style="list-style-type: none"> • un avis non satisfaisant concernant : entretien et maintenance insuffisants, dysfonctionnements des dispositifs de sécurité, • des non-conformités techniques majeures : échauffements anormaux, protections électriques absentes ou inadaptées, armoires non entretenues, circuits surchargés, connexions défectueuses, inversion phase/neutre, pontages interdits. <p>Les installations électriques du site présentent un niveau de non-conformité significatif, représentant un risque avéré pour la sécurité des personnes, des animaux et des biens.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant la mise en conformité complète avec la norme NF C15-100.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 17 : Dangers

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/08/2009, article 15-2
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'établissement dispose de moyens adaptés aux risques permettant de combattre tout début d'incendie. Ils font l'objet de vérifications périodiques.</p> <p>La clôture extérieure est complètement débroussaillée sur une largeur de 2 mètres. Le débroussaillage chimique est strictement limité à 10 cm de part et d'autre du grillage.</p>
<p>Constats :</p> <p>Sur les moyens de lutte contre l'incendie, une intervention annuelle a été réalisée par la société Eurofeu Service le 28 janvier 2025, avec remplacement de certains équipements de première intervention (extincteurs).</p> <p>Concernant la clôture extérieure, le débroussaillage a été réalisé conformément aux prescriptions (largeur dégagée de 2 mètres).</p>
Type de suites proposées : Sans suite